



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 52-2026-04-00100 DU 16 AVRIL 2026

**portant substitution de la société Generale Costruzioni Ferroviarie à la société
FRANZ KAMINSKI FRANCE pour la mise en sécurité et la réhabilitation du site
anciennement exploité sur le territoire de la commune de Joinville**

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, Livre V – partie réglementaire et partie législative – Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 512-21, R. 512-39-1 à 3, R. 512-76 et R. 512-78 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2025-07-00060 du 12 juillet 2025 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2865 du 03 novembre 2009 autorisant la société SWFT à exploiter une installation de nettoyage, d'entretien et de réparation de matériel ferroviaire sur le territoire de la commune de Joinville ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 52-2025-01-00068 du 1er janvier 2025 ;

VU l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°52-2025-10-00180 du 31 octobre 2025 ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 29 janvier 2016 au bénéfice de la société Franz Kaminski France ;

VU le courrier du 15 mars 2023 de Maître DECHRISTE, liquidateur judiciaire, informant de la cessation d'activité de la société Franz Kaminski France par le jugement du Tribunal de Commerce de Chaumont du 06 mars 2023 ;

VU l'avis favorable du 25 septembre 2025 de Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Joinville en Champagne concernant une réhabilitation du site en faveur d'un usage industriel ;

VU le rapport d'évaluation environnementale R001-1621833GAT-V02 de TAUW du 31 janvier 2025 ;

VU le rapport d'ACOSOL n° 83-25-1A du 23 décembre 2025 d'investigations sur les milieux sols, gaz des sols, eaux souterraines et eaux de surfaces ;

VU l'avis favorable du 28 janvier 2026 de Maître DUBOC, représentante de l'ancien exploitant également propriétaire des terrains, concernant l'usage futur du site et le transfert de responsabilité de réhabilitation ;

VU le mémoire de réhabilitation et le rapport de plan de gestion du groupe OTE, tous deux en date de février 2026, dans leur 3ème version, transmises à l'inspection des installations classées par courriel du 17 février 2026, repris dans le dossier de transfert de responsabilité visé ci-dessous ;

VU le rapport d'instruction et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL établis le 20 février 2026 ;

VU les courriels datés du 26 et 27 mars 2026 de maître DUBOC indiquant la nécessité pour la société Generale Costruzioni Ferroviarie (GCF) de réaliser une procédure de tiers demandeur ;

VU le dossier de demande de transfert de responsabilité (procédure de tiers demandeur) déposé par la société GCF transmis par courriel le 07 avril 2026 ;

VU les observations formulées le 08 avril 2026 au cours de la procédure contradictoire par le liquidateur de la société Franz Kaminski France et le 14 avril 2026 par le tiers demandeur sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que le dossier de la liquidation de la société Franz Kaminski France a été repris par la société Berthelot et Associés ;

CONSIDÉRANT que les études menées sur le site ont permis de caractériser et de cartographier diverses sources de pollutions concentrées, pour lesquelles il convient de mettre en œuvre des mesures de gestion ;

CONSIDÉRANT que sous réserve de la mise en œuvre de ces mesures de gestion, les études ont conclu à une compatibilité du site avec un usage de type industriel ;

CONSIDÉRANT que les impacts extérieurs du site, en particulier sur les eaux souterraines, sont jugés relativement faibles ;

CONSIDÉRANT qu'il convient néanmoins d'assurer un suivi de ces eaux souterraines dans l'objectif de confirmer l'absence d'évolution défavorable des concentrations y étant observées ;

CONSIDÉRANT que la société GCF a souhaité assumer les responsabilités incombant initialement à l'ancien exploitant en vue de réhabiliter le site et a par conséquent engagé une procédure de tiers demandeur à cet effet ;

CONSIDÉRANT que le dossier déposé par la société GCF répond aux exigences fixées à l'article R. 512-78 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la liquidatrice en charge de la cessation d'activité de la société Franz Kaminski France au titre de la réglementation des ICPE a donné son accord pour réaliser cette procédure de tiers demandeur ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 : Domaine d'application

Le présent arrêté encadre la procédure de substitution relative à la mise en sécurité et la réhabilitation des terrains anciennement exploités par la société Franz Kaminski France sur le territoire de la commune de Joinville.

La substitution s'exerce entre la société Franz Kaminski France, représentée par son liquidateur judiciaire (société Berthelot et Associés), et la société Generale Costruzioni Ferroviarie, dite « tiers demandeur », dont le siège social de la succursale française est situé 8/10 Avenue Ledru Rollin, 75012 Paris.

Article 2 : Étendue du transfert des obligations de réhabilitation

La société Generale Costruzioni Ferroviarie se substitue intégralement à la société Franz Kaminski France en qualité de tiers demandeur au sens de l'article L. 512-21 du Code de l'environnement pour assurer les obligations de mise en sécurité, de réhabilitation et de surveillance décrites dans le présent arrêté, afin de rendre l'état des milieux compatible avec un usage industriel.

En cas de changement d'usage, le site doit faire l'objet d'une attestation dite « ALLUR » en application de l'article L. 556-1 du Code de l'environnement.

Article 3 : Garanties financières

Le tiers demandeur est tenu de constituer des garanties financières selon les modalités visées à l'article R. 512-80 du Code de l'environnement, et précisées ci-dessous, en vue d'encadrer les travaux de mise en sécurité et de réhabilitation visant à s'assurer de la compatibilité sur site avec l'usage requis.

Le montant des garanties financières s'élève à 180 000 euros H.T décomposés comme suit :

- 100 445 euros destinés à achever la mise en sécurité du site ;
- 69 175 euros destinés à assurer l'excavation puis le confinement de la source de pollution visée à l'article 6.2 du présent arrêté ;
- 15 135 euros destinés à assurer le confinement par couverture des pollutions visées à l'article 6.1 du présent arrêté.

Les garanties financières doivent être valides pendant toute la durée des travaux de mise en sécurité et de réhabilitation du site.

Les garanties financières sont établies dans les formes prévues à l'article R. 512-80 du Code précité. Si, aux échéances fixées dans le présent arrêté, les travaux de mise en sécurité et de réhabilitation prescrits ne sont pas terminés, le tiers demandeur procède au renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant l'échéance, selon les formes prévues à l'article R. 512-80 du Code précité.

Toute modification substantielle des mesures prévues dans le mémoire de réhabilitation rendant nécessaires des travaux de réhabilitation supplémentaires ou des mesures de surveillance de l'état des milieux pour assurer la compatibilité entre l'état des sols et le nouvel usage envisagé peut faire l'objet d'une réévaluation du montant des garanties financières.

Article 4 : Mesures de mise en sécurité

Sous un délai de 12 mois, le tiers demandeur achève la mise en sécurité du site conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement. En particulier, les déchets demeurant sur ce dernier sont évacués vers les filières adaptées.

Article 5 : Mesures de réhabilitation

Sous un délai de 18 mois, le tiers demandeur met en œuvre sur le site les mesures de gestions préconisées dans le rapport de plan de gestion de février 2026 établi par le groupe OTE, dans sa 3^e version transmise à l'inspection des installations classées par courriel du 17 février 2026 à savoir :

- pour les sources de pollutions liées aux activités passées du site visées à l'article 6.1 du présent arrêté : confinement des terres polluées par recouvrement ;
- pour la source de pollutions récente visée à l'article 6.2 du présent arrêté : excavation des terres polluées puis confinement des terres excavées sur site par biotertre.

Les mesures de gestion sont mises en œuvre dans les conditions techniques précisées dans le rapport de plan de gestion susvisé, à l'exception de la profondeur d'excavation de la pollution récente visée à l'article 6.2, déterminée de manière que les pollutions résiduelles en hydrocarbures laissées en fond de fouille soient inférieures au seuil de coupure de 2000 mg/kg.

Article 6 : Sources de pollutions à traiter

Article 6.1 : Sources de pollutions liées aux activités passées du site

Les sources de pollution concernées par des mesures de gestion par confinement sont les suivantes :

Localisation	Polluants concernés
Torchère / Ancien stationnement de fuel	HAP, HCT C10-40, plomb, cuivre et zinc
Stockage déchets	cuivre, plomb et zinc
Stockage extérieure des contenants de déchets et de produits de vidange	BTEX, HAP et cuivre
Stockage d'huiles entre les tours	COHV et HAP
Séparateur d'hydrocarbure	HCT C10-C40, HAP et plomb

Article 6.2 : Source de pollution récente

La source de pollution concernée par des mesures de gestion par excavation puis confinement par biotertre est la suivante :

Localisation	Polluants concernés
Cuve renversée	HCT C10-C40, BTEX, HAP, cuivre, plomb et zinc

Article 7 : Suivi pérenne des eaux souterraines

L'exploitant met à en œuvre un suivi pérenne des eaux souterraines respectant à minima les prescriptions édictées ci-dessous.

- le suivi est assuré a minima au niveau des 5 piézomètres analysés dans le cadre du rapport d'ACOSOL n° 83-25-1A du 23 décembre 2025 ;
- le suivi est réalisé a minima deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux ;
- les paramètres suivis sont a minima ceux appartenant aux familles de polluants suivantes : métaux, HAP, BTEX, COHV et HCT.

L'exploitant établit tous les 4 ans un bilan analysant les données ainsi collectées et le transmet à l'inspection des installations classées.

Article 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès de la cour administrative d'appel de Nancy par courrier au 6, Rue du Haut Bourgeois - CS 50015 - 54035 Nancy Cedex ou par le biais de l'application Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) :

1° - Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° - Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du dernier terme prévu à l'article «publicité» ci-dessous.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 9 : Notification et publication

Cet arrêté est notifié au tiers demandeur, au dernier exploitant, au maire pour être affiché à la mairie de Joinville pendant une durée minimum d'un mois et y être consulté.

Il sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de Saint-Dizier et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by 'A' and a long horizontal stroke.

Guillaume THIRARD